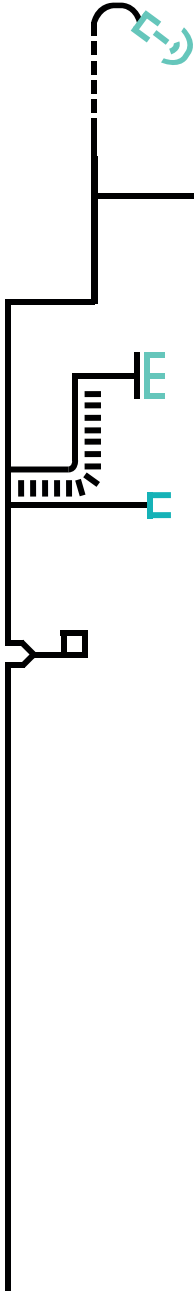


LE **RAPPORT** D'ACTIVITÉ 2022



COMITÉ DÉPARTEMENTAL
pour l'insertion pérenne par les

CLAUSES
SOCIALES



LE CONTEXTE

La présidence du Comité de pilotage

Cette année, deux comités de pilotage, présidés par Madame la Préfète déléguée pour l'égalité des chances, ont permis de valider la feuille de route 2022-2024 en axant la réflexion sur la diversification et l'évolution des heures d'insertion.

Les principales orientations sont :

- l'organisation d'un OPEN MAP ESS en 2023
- le développement du partenariat avec les entreprises s'engagent du PAQTE77
- la campagne de communication auprès des collectivités et entreprises du territoire
- la création d'une plaquette à destination des donneurs d'ordre

En partenariat avec le comité départemental, l'Etat a largement diffusé une campagne de communication par emailing afin de sensibiliser les donneurs d'ordre à engager une politique d'achats socialement responsables.

Actualités du territoire

Le démarrage des 7 NPNRU (nouveau programme de rénovation urbaine) portés par l'ANRU (Agence nationale de rénovation urbaine) sur le territoire dont 3 d'intérêt national et 4 d'intérêt régional va largement contribuer à une augmentation des heures de clauses sociales avec un objectif de 334 000 heures sur 5 ans.

C'est la 3^{ème} année consécutive que la Ville de Torcy partage sa programmation de marchés avec la facilitatrice de la collectivité et le comité départemental pour analyser la faisabilité d'inscription d'objectifs de développement durable. A cette occasion, le marché d'insertion de prestation d'espaces verts a été renouvelé.

Les Facilitateurs de Mission Emploi Insertion Melun Val de Seine font le constat d'une nouvelle volonté des donneurs d'ordre d'aller vers une diversification des segments d'achats. L'inscription d'une clause sociale dans les marchés de services et fournitures a ainsi permis l'emploi de 22 femmes, représentant à eux seuls 16 477 heures (soit 28% du volume total des heures réalisées).

A titre d'exemple, le marché de fournitures administratives de la CAMVS a encouragé l'embauche de 9 femmes. L'assistance à maîtrise d'ouvrage auprès de la Préfecture de Seine-et-Marne a rendu possible l'intégration d'une clause sociale dans un marché de fourniture et livraison de carte cadeaux, le nettoyage des locaux de la Préfecture et de la Cité administrative. Également le travail mené avec le Ministère des Armées a permis d'envisager la clause sociale pour l'entretien des espaces extérieurs de certaines bases militaires.

La fusion de la MDEF de Grand Paris Sud, de Dynamique emploi dans l'Essonne et de la mission locale de Grigny.

L'année 2022 fut riche en événements. Les fusions successives de Dynamique Emploi, puis de Grigny et enfin de Corbeil-Essonnes (début 2023) ont permis de constituer une unique structure, la MDEF de Grand Paris Sud. Mandatée par l'agglomération GPS, l'objectif des élus à travers ces fusions était d'intervenir sur les 23 communes en tirant parti des savoir-faire et des synergies accumulés de l'ensemble des missions locales, afin de renforcer leurs actions quotidiennes. La mise en commun de ces savoir-faire acquis depuis longtemps dans chacun de ces anciens territoires, en tenant compte des problématiques locales, constitue une valeur ajoutée considérable qui permettra d'agir au mieux pour nos publics en difficulté. En ce qui concerne les PLIEs, ce dispositif a été étendu aux communes de Seine-et-Marne qui n'étaient pas initialement incluses. Cette avancée majeure renforce également la collaboration entre les différentes instances de ces deux départements.

La MDEF GPS comporte à ce jour 170 collaborateurs situés dans 22 lieux d'accueil. Ce sont plus de 500 entreprises partenaires et 9400 personnes accompagnées par an. Ces chiffres montrent la dimension importante de celle-ci qui agit en forte synergie avec les services de nos différents partenaires dont l'agglomération est une importante composante.

L'équipe de facilitateurs de la clause sociale à la MDEF-GPS comporte dorénavant quatre personnes sur le territoire de l'agglomération de Grand Paris Sud et d'autres territoires de l'Essonne. Dans cette équipe, une nouvelle

facilitatrice a une mission renforcée sur le suivi des parcours des participants pour lesquels est mené un accompagnement conjoint avec les CIPs afin d'identifier des formations ou emplois à venir pour pérenniser leurs parcours d'insertion. Un travail spécifique est mené pour renforcer les achats socialement responsables avec des acheteurs publics et privés qui agissent sur le territoire. Des projets avec l'Établissement Public d'Aménagement de Sénart sont en cours, ainsi qu'avec la région d'Île-de-France

Le Comité départemental pour l'insertion pérenne par le clauses sociales a participé au Salon de l'achat public du Conseil Départemental de Seine-et-Marne.

Les facilitateurs de MEI-MVS étaient présents à L'INAUGURATION de la Résidence Jean de la Fontaine à Dammarie-les-Lys.

Le 5 octobre 2022 a eu lieu l'inauguration du programme de construction TROIS MOULINS HABITAT; 44 logements collectifs et 20 maisons, nommé Résidence Jean de la Fontaine située à Dammarie-les-Lys.

Cette opération a permis l'embauche de personnes éloignées de l'emploi dans le cadre du dispositif clause sociale d'insertion à hauteur de 5500 heures pour un objectif de 4781 heures.

Les 11 entreprises ont réalisé une action d'insertion en ce sens et ont ainsi permis à 22 personnes de se partager 24 contrats de travail sur le chantier :

-3 CDI

-1 contrat de professionnalisation

-2 contrats d'apprentissage

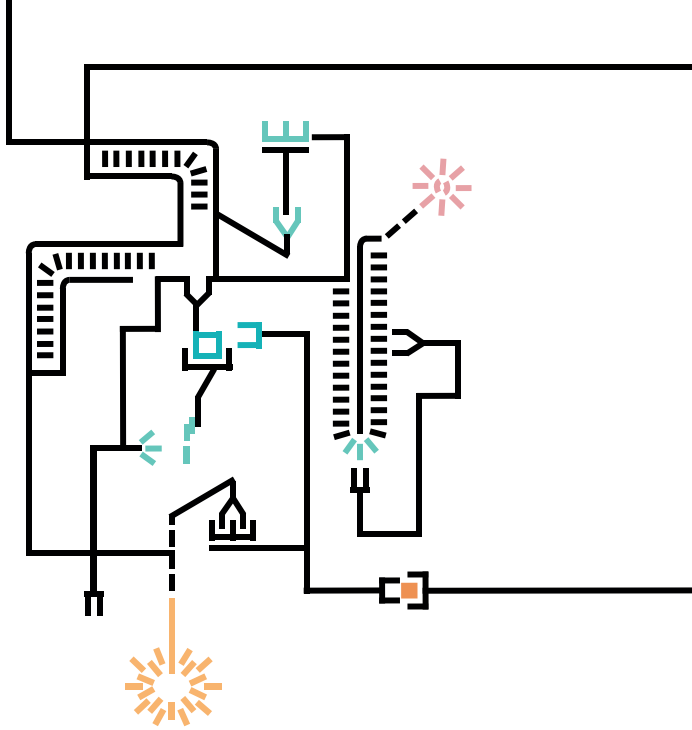
-10 contrats de mise à disposition via une Association intermédiaire

-1 contrat d'intérim

-7 contrats d'intérim d'insertion via des entreprises de travail temporaire d'insertion.

En moyenne cela représente un contrat de 230 heures par bénéficiaire de la clause sociale d'insertion.





Autres actualités

Le PNAD (Plan national des achats durables) de 2022-2025, feuille de route gouvernementale pour le déploiement de la commande publique durable fixe pour objectif qu'en 2025, 30 % des contrats de la commande publique notifiés au cours de l'année comprennent au moins une considération sociale et 100% de considérations à caractère environnementale.

Les nouveaux CCAG publiés en avril 2021 peuvent, sur la volonté du donneur d'ordre, intégrer une mobilisation de la clause sociale, en indiquant : les publics éligibles, les modalités de mise en œuvre, le principe de globalisation des heures, la relation titulaire/acheteur/facilitateur, les difficultés d'exécution et les pénalités (non-réalisation des heures, absence à une réunion de suivi, non-transmission des documents de contrôle).

A l'échelle régionale :

La Mission d'appui au développement des clauses sociales (MACS) portée par le GIP Maximilien lance **le guichet régional des clauses sociales et le guichet vert à l'attention des acheteurs.**

Un formulaire est accessible en ligne depuis leur site internet.

BILAN DE L'ACTIVITÉ

344 112

HEURES ONT ÉTÉ RÉALISÉES

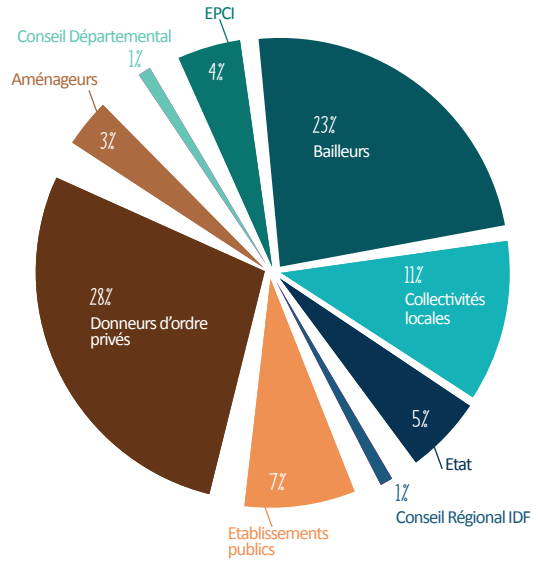
soit une hausse de plus de 50 000 heures par rapport à 2021

83

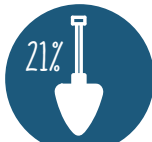
DONNEURS D'ORDRES

ont été accompagnés

Les types de donneurs d'ordre



Type de marchés



Travaux publics



Bâtiment



Espaces verts



Propreté



Services



Entretien espaces verts

463

MARCHÉS ONT ÉTÉ SUIVIS



— Âge des salariés

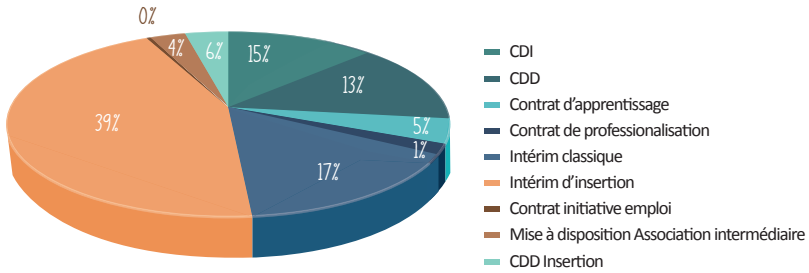
28%
-26 ANS

49%
26-40 ANS

13%
41-50 ANS

10%
+50 ANS

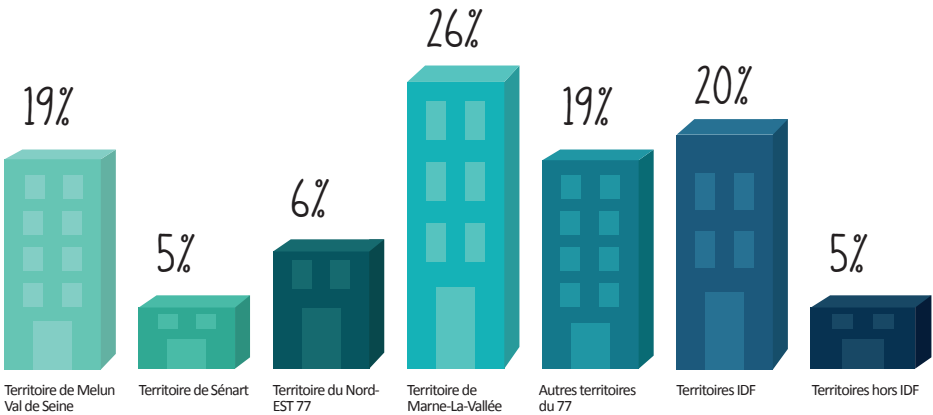
— Type de contrat de travail (en heures)



1 335 CONTRATS DE TRAVAIL ont été signés

1 000 PARTICIPANTS (dont 104 femmes) soit 344 heures de travail réalisées en moyenne par participant par an

— Lieux d'habitation des salariés



— Cumul des situations des participants à l'entrée dans le dispositif

Réfugié



Public sous main de justice



Demandeur d'emploi



Personne de plus de 50 ans



Personne sans ressources



DELD



Allocataire minima sociaux (hors RSA)



Jeune de moins de 26 ans

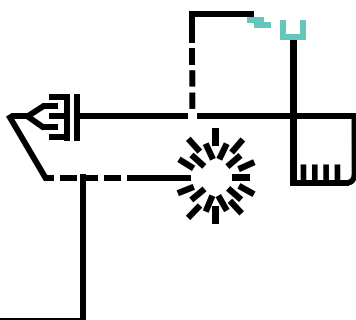


Travailleur handicapé



Allocataire du RSA





CONTACT

Pour tout renseignement contactez la coordonnatrice
du comité départemental :

au 0622075937
clausesociale77.org

